AD. - 1 - L. 12.559/2.

Conseil d'Etat
16 05. 1976
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 15 avril 1976, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1847 portant règlement général sur le service des entrepôts des douanes", a donné le 12 mai 1976 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 15e april 1976 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1847 houdende algemeen reglement op de dienst van de douane-entrepots", heeft de 12e mei 1976 het volgend advies gegeven :

21.6.76

L'arrêté royal en projet est destiné à mettre l'arrêté royal du 7 juillet 1847 en concordance avec les modifications qui seront apportées à la loi du 4 mars 1846 par une loi actuellement en projet et qui n'a encore été adoptée que par la Chambre des représentants.

Le Conseil d'Etat ne donne donc son avis que sous la réserve que la loi future soit identique au projet qui a déjà été adopté par la Chambre des représentants.

En ce qui concerne les modifications que l'article 2 du projet tend à apporter à divers articles de l'arrêté royal du 7 juillet 1847, il s'indique de remplacer entièrement les articles ou les alinéas dont le projet prévoit la modification et dont il n'existe pas de texte néerlandais.

Le projet appelle diverses observations de présentation et de forme, qui ne nécessitent aucun commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après qui a reçu l'accord du fonctionnaire délégué.

"ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 7 JUILLET 1847 PORTANT RÈGLEMENT GENERAL SUR LE SERVICE DES ENTREPOTS DES DOUANES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

.../...

Vu la loi du 4 mars 1846 relative aux entrepôts douaniers, modifiée notamment par la loi du ... 1976 concernant les douanes et les accises, et spécialement les articles 5 et 14 :

Vu l'arrêté royal du 7 juillet 1847 portant règlement général sur le service des entrepôts des douanes, modifié notamment par l'arrêté du Régent du 17 août 1948;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 7 juillet 1847 portant règlement général sur le service des entrepôts des douanes, est remplacé par la disposition suivante :

"Il y a quatre espèces d'entrepôts : l'entrepôt public, l'entrepôt particulier, l'entrepôt fictif et l'entrepôt fictif de réexportation".

Article 2.-

L'article 146 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 146. L'entrée des marchandises en entrepôt a lieu :

1° par importation directe;

2° par transfert provenant d'un autre entrepôt public, d'un entrepôt particulier, d'un entrepôt fictif ou d'un entrepôt fictif de réexportation".

Article 3.-

Le chapitre III, section 10, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Section 10. ... (comme au projet, sous réserve de supprimer les mots : "du présent article" à la fin de l'article 170 proposé) ...".

Article 4.-

L'article 215 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 215. Le compte est débité des quantités indiquées par les agents au verso des documents revêtus du certificat d'emmagasinage".

Article 5.-

L'article 250 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"Article 250. L'entrepôt est confié à la garde de l'entrepositaire et de l'administration des douanes et accises. Son accès est muni de deux systèmes de fermeture; la clef du premier est conservée par l'entrepositaire et la clef du second par l'administration, afin qu'ils ne puissent, l'un sans l'autre, y avoir accès.

En ce qui concerne les céréales, sur demande écrite de l'entrepositaire, le contrôleur en chef des douanes peut permettre que le cadenas de l'administration soit remplacé par un scellé métallique".

Article 6.-

L'article 261 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 261. L'entrée des marchandises en entrepôt a lieu :

1° par importation directe;

2° par transfert provenant d'un entrepôt public, d'un autre entrepôt particulier, d'un entrepôt fictif ou d'un entrepôt fictif de réexportation".

Article 7.-

... (comme à l'article 5 du projet) ...

Article 8.-

... (comme à l'article 6 du projet)...

Article 9.-

L'article 305 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante

.../...

"Article 305. Le compte est débité des quantités indiquées par les agents au verso des documents revêtus du certificat d'emmagasinage".

Article 10.-

A l'article 323, b, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Régent du 17 août 1948, le mot "franc" est supprimé.

Article 11.-

... (comme à l'article 7 du projet) ...

Article 12.-

... (comme à l'article 8 du projet) ...

Article 13.-

L'article 361 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 361. Les ouvriers appelés à travailler dans l'entrepôt public doivent être agréés par le directeur compétent; celui-ci peut à tout moment retirer son agrément.

L'agrément est donné sur la proposition de la commission administrative ou, à défaut de commission, sur la proposition de l'entreposeur.

.../...

Lorsque la demande d'agrément a été introduite et n'a pas encore fait l'objet d'une décision, les entrepositaires ou leurs mandataires peuvent, sous leur responsabilité personnelle, autoriser leurs ouvriers non agréés à travailler temporairement pour leur compte dans l'entrepôt public. Cette autorisation est nominative et donnée par écrit; elle ne peut concerner des ouvriers précédemment privés de l'agrément du directeur.

Le contrôleur peut requérir du directeur compétent le retrait de l'agrément des ouvriers travaillant dans les entrepôts particuliers ou fictifs".

Article 14.-

L'article 363, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Dans les entrepôts publics, l'administration fournit aux frais de l'administration communale, les balances, les instruments de mesure et les autres ustensiles nécessaires aux opérations de vérification, soit dans l'enceinte, soit dans les magasins".

Article 15.-

L'article 364, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Le contrôleur veille à ce que les ustensiles employés pour les vérifications dans les entrepôts publics, particuliers ou fictifs soient constamment en bon état".

.../...

Article 16.-

L'article 368 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 368. Les plans des entrepôts publics à ouvrir sont soumis au Ministre. Les locaux doivent contenir des bureaux pour le contrôleur, l'entreposeur, le receveur, les vérificateurs et les agents, ainsi qu'un réfectoire et éventuellement un bureau pour l'inspecteur".

Article 17.-

(... comme à l'article 9 du projet), sous réserve d'écrire :

"1° le chapitre II contenant les articles 9 à 128, les articles 220 ... de l'arrêté royal du 7 juillet 1847 portant règlement général sur le service des entrepôts des douanes;

2° ...".

Article 18.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ... ".

*

* *

OBSERVATION FINALE.

Il conviendra de modifier l'arrêté royal du 13 septembre 1855 relatif au régime spécial de douanes applicable aux chemins de fer, dont l'article 5 se réfère aux articles 146, 148, 153, 154, 155, 156 et 157 "du règlement général sur le service des entrepôts du 7 juillet 1847", articles dont le projet prévoit l'abrogation.

Het ontwerp van koninklijk besluit bedoelt het koninklijk besluit van 7 juli 1847 in overeenstemming te brengen met de wijzigingen die in de wet van 4 maart 1846 zullen worden aangebracht door een thans ontworpen wet, die tot dusver alleen in de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd is.

De Raad van State geeft zijn advies dan ook alleen onder voorbehoud dat de toekomstige wet gelijk zal zijn aan het ontwerp dat reeds door de Kamer van Volksvertegenwoordigers is aangenomen.

Wat de wijzigingen betreft welke artikel 2 van het ontwerp in verschillende artikelen van het koninklijk besluit van 7 juli 1847 wil aanbrengen, is het nodig de artikelen of de alinea's die door het ontwerp worden gewijzigd, en waarvan geen Nederlandse tekst bestaat, geheel te vervangen.

In verband met de inkleding en de vorm van het ontwerp zijn een aantal opmerkingen te maken die geen commentaar behoeven en waarmee rekening is gehouden in de hierna voorgestelde tekst die de instemming van de gemachtigde ambtenaar heeft gekregen.

.../...

"KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 7 JULI 1847 HOUDENDE ALGEMEEN REGLEMENT OP DE DIENST VAN DE DOUANE-ENTREPOTS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 4 maart 1846 betreffende de douane-entrepots, gewijzigd onder meer bij de wet van ... 1976 inzake douane en accijnzen, inzonderheid op de artikelen 5 en 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juli 1847 houdende algemeen reglement op de dienst van de douane-entrepots, gewijzigd onder meer bij het besluit van de Regent van 17 augustus 1948;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 juli 1847 houdende algemeen reglement op de dienst van de douane-entrepots wordt door de volgende bepaling vervange

.../...

"Er zijn vier soorten entrepots : het openbaar entrepot, het particulier entrepot, het fictief entrepot en het fictief entrepot voor wederuitvoer".

Artikel 2.-

Artikel 146 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 146. De inslag van goederen in het entrepot heeft plaats :

1° door rechtstreekse invoer;

2° door overbrenging uit een ander openbaar entrepot, uit een particulier entrepot, uit een fictief entrepot of uit een fictief entrepot voor wederuitvoer".

Artikel 3.-

Hoofdstuk III, afdeling 10, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Afdeling 10. ...(zoals in het ontwerp, maar achteraan in het voorgestelde artikel 170 schrappe men de woorden "van dit artikel ") ...".

Artikel 4.-

Artikel 215 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 215. De rekening wordt gedebiteerd met de hoeveelheden, door de beambten vermeld aan de ommezijde van de documenten voorzien van het attest van opslag".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 250 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 250. Het entrepot staat onder bewaking van de entrepositaris en van de administratie der douane en accijnzen. Het wordt gesloten door middel van twee sluitinrichtingen; de sleutel van de eerste wordt door de entrepositaris, die van de tweede door de administratie bewaard, opdat de ene er geen toegang toe kan hebben zonder de andere.

Voor granen kan de hoofdcontroleur der douane op schriftelijk verzoek van de entrepositaris toestaan dat het hangslot van het bestuur wordt vervangen door een metalen zegel".

Artikel 6.-

Artikel 261 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 261. De inslag van goederen in het entrepot heeft plaats :

1° door rechtstreekse invoer;

2° door overbrenging uit een openbaar entrepot, uit een ander particulier entrepot, uit een fictief entrepot of uit een fictief entrepot voor wederuitvoer".

Artikel 7.-

... (zoals in artikel 5 van het ontwerp).

.../...

Artikel 8.-

... (zoals in artikel 6 van het ontwerp) ...

Artikel 9.-

Artikel 305 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 305. De rekening wordt gedebiteerd met de hoeveelheden, door de beambten vermeld aan de ommezijde van de documenten voorzien van het attest van opslag".

Artikel 10.-

In artikel 323, b, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 17 augustus 1948, wordt het woord "vrij" geschrapt.

Artikel 11.-

... (zoals in artikel 7 van het ontwerp) ...

Artikel 12.-

... (zoals in artikel 8 van het ontwerp) ...

Artikel 13.-

Artikel 361 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 361. De werklieden die in het openbaar entrepot worden te werk gesteld, moeten door de bevoegde directeur erkend zijn; deze kan de erkenning te allen tijde intrekken.

De erkenning wordt verleend op voorstel van de administratieve commissie of, bij dezer ontstentenis, van de entrepothouder.

.../...

Wanneer de aanvraag om erkenning ingediend en er nog niet over beslist is, kunnen de entrepositarissen of hun gemachtigden, onder hun eigen verantwoordelijkheid, hun niet erkende werklieden machtigen tijdelijk voor hun rekening te werken in het openbaar entrepot. Die machtiging is persoonlijk en wordt schriftelijk verleend; zij mag niet worden verleend voor werklieden aan wie de erkenning door de directeur vroeger is ontzegd.

De controleur kan van de bevoegde directeur vorderen dat deze de erkenning van de werklieden die in de particuliere of fictieve entrepots werken, intrekt".

Artikel 14.-

Artikel 363, eerste lid, van hetzelfde besluit wor door de volgende bepaling vervangen :

"In de openbare entrepots, levert de administratie op kosten van het gemeentebestuur de meetinstrumenten en het andere gereedschap voor de verificaties op het erf in de magazijnen".

Artikel 15.-

Artikel 364, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"De controleur zorgt ervoor dat het gereedschap voor de verificaties in de openbare, particuliere of fictieve entrepots steeds in goede staat is".

Artikel 16.-

Artikel 368 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 368._ De plannen van de te vestigen entrepots worden aan de Minister voorgelegd. In de lokalen moeten er kantoren zijn voor de controleur, de entrepothouder, de ontvanger, de verificateurs en de beambten, alsook een refter en eventueel een kantoor voor de inspecteur".

Artikel 17.-

Opgeheven worden :

1° hoofdstuk II bevattende de artikelen 9 tot 128, de artikelen 220, tweede lid, 274, 330 en 331, onderscheidenlijk gewijzigd bij ... 1948, en de artikelen 370 tot 372 van het koninklijk besluit van 7 juli 1847 houdende ...;

2° ... .

Artikel 18.-

Dit besluit treedt in werking op ... .

*

* *

.../...

SLOTOPMERKING.

De nodige wijzigingen zullen moeten worden aangebracht in het koninklijk besluit van 13 september 1855 betreffende het douaneregime toepasselijk op de spoorweg, waarvan artikel 5 verwijst naar de artikelen 146, 148, 153, 154, 155, 156 en 157 "van het algemeen reglement van 7 juli 1847 op de dienst van de douane-entrepots" die door het ontwerp worden opgeheven.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.